

l'Action

Toumbé dèssus! Escrasas lous! (CYRANO)

LE NUMÉRO : CINQ SOUS
PAR AN : DEUX DOLLARS

DIRECTEUR :
JULES FOURNIER

MONTREAL
323, Rue SAINT-DENIS, 323
Téléphone : Est 1678

NOS MINISTRES A LONDRES.



M. BRODEUR AU BANQUET DE LA PILGRIMS' SOCIETY.

QUAND ON EST POUR L'UNION DES RACES....

Lorsque M. Rodolphe Lemieux viendra parler devant un auditoire canadien-français de l'union des races, quelqu'un devrait bien lui demander d'expliquer le simple petit fait que voici...

Il y avait au collège militaire de Kingston, en 1897, un officier du nom d'English, mange-français reconnu.

Cet English avait alors sous sa direction un certain Alfred LaRoque, de Montréal, qui, de l'aveu de tous, était un des meilleurs élèves de l'école. Intelligent, consciencieux, exact à la discipline, ses efforts valaient à ce jeune homme d'être très fort aux examens. Avec cela, sympathique à l'extrême et des plus populaires auprès de ses camarades de toute origine.

Malheureusement il était Canadien-Français et c'est ce que le capitaine English ne pouvait lui pardonner. Il le lui déclara tout rondement un bon jour, en présence de nombreux témoins.

Il lui annonça qu'il allait le "bloquer" aux épreuves, quelles que fussent d'ailleurs ses "notes."

Il tint parole, ayant eu soin de raturer en cachette les feuilles d'examen.

Une autre fois, en présence de trente élèves, il avertit LaRoque de ne jamais se montrer à la parade lorsque lui, English, serait commandant. Et il prit la peine de donner cette raison, qu'il ne pouvait endurer qu'un "Frenchman" parât devant lui.

Dans une plainte adressée à ce sujet au ministre de la milice par M. Gordon-Bennett, de Halifax, à la même époque, on lit ce qui suit :

"At the artillery room, between the hours of a quarter to eleven and a quarter to one o'clock, Captain English told LaRoque, who was a cadet, that he would pluck him in his examination, no matter how good his papers were (these papers were held by the before-mentioned cadet and handed round), and he did pluck him, too; and his papers were seen afterwards by several cadets, who will attest to the facts, that where others were given good marks, LaRoque only secured about half, and his answers, compared with the book, were far

better. LaRoque's address is: A. LaRoque, 395 Dorchester St., Montreal.

"All this and much more is attested to. Captain English, in the presence of thirty cadets, told LaRoque never to come on parade in his presence when he was senior officer. The sole reason assigned for this he (Captain English) stated in a classroom (attested to) was that he was a Frenchman, and he couldn't bear them. My son (L.G.B.) felt this rather keenly, and showed it, as many of his relatives are French, including his first cousin, the present ninth Marquis DeRuvignes and Raineval."

(TRADUCTION:)

"A la salle d'artillerie, entre 10 h. 45 du soir et minuit 45, le capitaine English déclara à LaRoque, qui était l'un des "cadets", qu'il allait le "bloquer" aux examens, quelles que fussent ses "notes". (LaRoque avait à cette date ses "notes" entre les mains et il les laissa circuler parmi les élèves). De fait, English le "bloqua". Par la suite, plusieurs "cadets" virent ses "notes", et ils sont prêts à porter témoignage sur ces faits. Là où d'autres avaient reçu de bonnes "notes", LaRoque obtint seulement la moitié de celles auxquelles il avait droit. Ses réponses, comparées au livre, indiquaient qu'il avait en réalité obtenu de bien meilleurs résultats. Voici l'adresse de LaRoque: Montréal, rue Dorchester, 395.

"Il y a des témoins de ce fait, et de faits beaucoup plus graves. Le capitaine English, en présence de trente "cadets", dit un jour à LaRoque de ne jamais se montrer à la parade en sa présence lorsqu'il aurait le commandement. La seule raison qu'il en donna (et il y a des témoins de cela), c'est que LaRoque était Français ("Frenchman") et que lui, English, ne pouvait souffrir cette race. Mon fils (Lionel-Gordon Bennet) ressentit cette injustice plutôt vivement et le laissa voir, car il compte lui-même des Français parmi ses parents, entre autres son cousin le marquis de Ruvignes-Raineville." (Voir Ordres du jour, Sénat, p. 1075, interpellation de M. Landry.)

Voilà donc des faits.

• Il ne s'agit pas ici d'une histoire en l'air, comme les journaux ministériels excellent à en fabriquer.

Nous donnons les noms, les dates, les circonstances.

Nous prouvons qu'en 1897 ce capitaine English, dans l'exercice même de sa charge, insultait publiquement un jeune Canadien-Français très distingué qui avait le seul malheur d'être de notre race.

Nous prouvons, par le témoignage même d'un Anglais, qu'il faussait les rapports d'examen pour le "bloquer"—et qu'il s'en vantait.

Nous prouvons que devant tout le collège militaire il jetait gratuitement l'injure la plus basse à tous les Canadiens-Français en traitant LaRoque de vil "Frenchman", dont la vue seule suffit à souiller.

Nous prouvons, en somme, que cet English n'était qu'une brute indigne de demeurer un instant de plus dans l'armée canadienne.

Eh bien! que croyez-vous qu'on en fit, de cette brute—sous le gouvernement de l'union des races?

Que croyez-vous que fit M. Laurier, mis au courant de ces faits?

Qu'il destitua au plus vite ce goujat déplorable?

Ah bien vous n'y êtes pas!

Au contraire, on le promut.

Simple capitaine alors, English occupe aujourd'hui dans l'armée canadienne la position de lieutenant-colonel.

Ce n'est pas tout; voici maintenant le comble—le comble des combles:

English, ce même English qui en 1907 déclarait "ne pouvoir souffrir même la vue" d'un maudit "Frenchman", est aujourd'hui parmi nous.

C'est lui qui, dans la canadienne-française province de Québec, à Montréal même, dirige nos soldats ("Montreal, Divisional Area No. 4").

Ainsi l'a voulu le ministre de la milice, le "cher collègue" de M. Laurier, Sir Frederick Borden.

Et M. Rodolphe Lemieux ne trouve rien à redire à cela.

Et le Canada approuve cela!

Et d'Hellencourt trouve cela tout naturel!

Quand on est pour l'union des races, voyez-vous...

Jules Fournier.

V'LAN!

On se demande quel instrument tiendra M. Gouin, dans le concert impérialiste. Le banjo, sans doute?

M. Louis-Joseph Tarte n'est pas inhumain.

Il veut bien nous envoyer en prison, mais non pas durant les chaleurs.

Il paraît que nos députés, à la réouverture de la session, seront tenus d'assister à toutes les séances sans toucher un sou d'indemnité de plus.

Par suite, les Chambres vont se trouver, dit le Canada, "dans une situation intéressante".

Tu parles!...

Sheldon a résolu de subir son procès devant le juge Langelier.

L'ancien courtier se sent coupable.

Comment M. le notaire Narcisse Pérodeau peut-il à la fois être directeur de la Montreal Light, Heat & Power et prendre les intérêts de la ville de Montréal dans le cabinet Gouin?

"C'est une grande question! répondit Candide."

La Patrie envoie un de ses reporters reconduire en France Mlle Benoit.

Cette pauvre enfant n'est-elle pas déjà assez compromise?

Dans un grand restaurant de Londres.

Le garçon demande à M. Brodeur:

— Monsieur désire-t-il un repas table d'hôte, ou un repas à la carte?

— Un peu des deux, répond le ministre canadien.

On sait qu'en Perse il existe de drôles d'usages. Ainsi deux hommes veulent-ils se souhaiter le bonjour suivant les règles: ils sont tenus de se frotter le nez réciproquement.

C'est un pays par trop bizarre: on peut être sûr que M. Gouin n'y mettra jamais les pieds.

Les commissaires du recensement ont posé à Rodolphe Lemieux la question suivante:

— Etes-vous fils unique?

Le ministre a dû avouer ses six frères.

C'est bien ennuyeux, le recensement.

Les dernières statistiques constatent que la folie augmente, dans la Province. Et le tirage de la Presse, donc!

On annonce que M. Brodeur va être décoré lors du couronnement.

A quand le tour de M. Adélard Lanctôt?

Tous les journaux, y compris le Devoir, ont parlé ces jours-ci du "patinoir" Ontario.

Eh! eh! les amis, on dit "la patinoire" et non pas: "le patinoir". C'est du moins comme ça dans le dictionnaire français.

Le "Canada" parle maintenant de l'affaire "Fournier-la Patrie".

Tiens, ce n'est donc pas nous l'accusé!... Mais il nous semblait, aussi...

Un membre du parlement anglais vient de dresser la statistique suivante sur l'état matrimonial de la ville de Londres et du comté de Middlesex:

Femmes qui ont quitté leur mari, 1,872.

Maris qui ont quitté leur femme, 2,371.

Ménages vivant en guerre perpétuelle, 191,923.

Epoux qui se détestent chez eux, mais se sourient devant le monde, 162,315.

Epoux qui vivent ensemble et... ne se parlent pas, 510,152.

Ménages heureux en apparence, 1,102.

Ménages réellement heureux, 12.

Allez donc vous marier, après cela!

Le Soleil en est rendu à dénoncer les "vituperations" et les "sottes impertinences" du Pays. Il trouve maintenant très dangereux pour le parti les libéraux genre Langlois.

Le Soleil ne trouvait point M. Langlois aussi dangereux lorsque M. Gouin faisait publiquement l'éloge du "vaillant" et "progressif" député de Saint-Louis.

Comment s'est faite cette transformation? Pour emprunter à M. Chapman un de ses bons vers:

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé?

LA GRANDE QUESTION

A propos du dernier discours d'Armand Lavergne

Armand Lavergne a consacré le plus clair de son discours, l'autre soir, à la question de l'immigration. Il a même négligé pour ce sujet la marine et la réciprocité.

Il a eu raison. De quelque importance que puissent être, à l'heure qu'il est, ces autres problèmes, ils n'approchent pas en gravité, du premier. Nous l'osons dire au risque de nous exposer au reproche d'exagération: la question de l'immigration à elle seule est cent fois plus importante, au point de vue de notre avenir national, que toutes les autres ensemble.

La marine pourra nous coûter beaucoup d'argent, d'énormes gaspillages. La réciprocité sera, peut-être, fort nuisible à nos intérêts économiques. Mais, dès que l'on est assuré de la vie, tout se répare. "Plaie d'argent n'est pas mortelle."

On n'en saurait dire autant de l'immigration, puisque, d'ici vingt ans, c'en sera fait, grâce à elle, de notre existence même.

La marine et la réciprocité pourront nous blesser: l'immigration nous tue.

Nous nous placerons cette fois, pour étudier la question, au point de vue simplement canadien-français.

Rappelons d'abord quelques faits:

Depuis 1900, il est entré au pays, grâce aux efforts du ministère de l'Intérieur, plus de 2,000,000 d'étrangers. Chaque année le torrent de l'immigration augmente de volume. En supposant qu'il s'accroisse, d'ici 1930, dans la progression qu'il a suivie en ces dernières années, nous en arrivons, avec M. Laurier lui-même, à cette conclusion, que dans vingt ans la population du Canada sera de près de 25,000,000.

Réfléchissez un peu là-dessus, s'il vous plaît!

Dans vingt ans, les Canadiens-Français seront... combien?

Les plus optimistes disent: 3,000,000.

Admettons ce chiffre... Les Canadiens-Français formeraient donc, dans vingt ans, 12 p. c. de la population du pays.

Et dans quarante ans, toujours en suivant la même progression, ils n'en formeraient seulement pas 5 p. c.

Il ne s'agit pas ici de fantaisies, de chimères... Il s'agit de calculs basés sur les chiffres mêmes du ministère de l'Intérieur et que n'importe qui peut faire comme nous.

Il s'agit de faits évidents, — indiscutables, — qui crévent les yeux.

Aussi bien les ministériels eux-mêmes, pour peu que vous les serriez de près, l'admettent-ils assez facilement dans la discussion.

— C'est vrai, disent-ils, vers le milieu de ce siècle nous ne formerons plus fort probablement que 5 ou 6 p. c. de la population canadienne. Nous aurons alors un député sur vingt au parlement fédéral... Mais qu'y faire? On ne peut pourtant pas paralyser la prospérité de tout le pays pour sauver les Canadiens-Français!

Si étrange que cela soit, nous avons vu beaucoup de gens intelligents se laisser prendre à cet argument. Nous nous demandons s'il en est pourtant de plus faux.

Oh sans doute, si vous prenez tout de suite pour acquis que la prospérité d'un pays s'accroît en raison directe de la densité de sa population, sans doute alors cette raison a quelque valeur... Mais c'est précisément là ce qu'il faudrait démontrer — et ce qu'on ne réussira jamais à démontrer.

Nous avons sous les yeux l'exemple des Etats-Unis qui prouve précisément le contraire. Croyez-vous que le citoyen américain, dans un pays de 90,000,000 d'âmes, soit plus riche aujourd'hui, dans l'ensemble, qu'il l'était lorsque les Etats-Unis comptaient six ou huit millions d'habitants? Il faudrait pour le penser n'avoir jamais ouvert un traité d'histoire ou d'économie politique.

La richesse globale d'un pays, cela va de soi, augmente constamment avec le chiffre de sa population; mais il en va tout autrement de la richesse individuelle. En d'autres mots, plus on est nombreux, plus le gâteau à partager est gros; mais il ne s'en suit en aucune façon que la part de chacun soit moins petite.

Autrement, comment expliquerait-on que les Etats-Unis, qui auront bientôt 100,000,000 d'habitants, ne soient pas plus prospères que le Canada, qui en a 8,000,000?

Comment expliquerait-on que les Américains aient vu leur prospérité baisser tandis que montait leur nombre?

Prenez même, si vous le voulez, l'exemple actuel du Canada, tenez compte de l'augmentation du coût de la vie, et dites si nous sommes mieux aujourd'hui, avec nos 8 ou 9 millions d'habitants, que nous l'étions par exemple en 1904, au début même de l'immigration intensive?

Non, cent fois non, la prospérité d'un pays ne s'accroît pas nécessairement avec sa population. C'est là un fait que nient également l'histoire, l'économie politique, et le simple bon sens.

Pour avoir trop longtemps méconnu cette vérité, les Etats-Unis sont maintenant acculés au plus terrible danger qu'ils aient jamais connu. L'expérience leur ayant enfin ouvert les yeux, ils travaillent aujourd'hui de toutes leurs forces à restreindre le plus possible l'immigration au lieu de l'encourager.

Il y a de cela quatre ou cinq ans déjà, un des plus grands écrivains de l'Angleterre, M. H.-G. Wells, dans un livre qui eut un énorme retentissement et dont on n'a pas cessé de parler, *Future in America*, abordait successivement les divers problèmes que les Etats-Unis ont à résoudre. Rendant compte de cet ouvrage, dans sa livraison du 1^{er} février 1907, la *North American Review* résumait ainsi quelques-unes des opinions de l'auteur:

"Il (M. Wells) considère comme d'une importance relativement infime et négligeable, dans le champ de notre vie nationale, "des affaires comme les scandales de Chicago, les scandales des assurances, et toutes les crudités manifestes du spectacle américain".

"Mais tout en dehors de ces affaires, il aperçoit nos dangers réels. Il attend des conséquences désastreuses de la folie que nous avons faite en attirant sur nos rives, sans exercer de choix, une immigration qui ne lui paraît pas être "un apport de gens énergiques, de colons indépendants sous le rapport économique... mais en somme une importation d'ouvriers de plus en plus étrangers à la tradition nationale". Le docteur Darlington, médecin hygiéniste de la ville de New-York, disait, dans un de ses derniers numéros, quelque chose de semblable au sujet de la qualité de notre immigration. Et à ceux qui prétendent que le suffrage relèvera le caractère de ces nouveaux venus, on ne saurait mieux répondre que par les propres mots dont se sert M. Wells: "On accorde aux immigrants le droit de vote, je le sais; mais cela ne leur donne pas la liberté, cela jette seulement le pays dans l'esclavage. On a reconnu le droit de vote aux nègres, aussi."

La *North American Review*, on ne l'ignore pas, est une des grandes revues non seulement des Etats-Unis, mais du monde. Or, elle donnait pleinement raison à M. Wells, ainsi que firent, du reste, à l'époque, toutes les publications les plus sérieuses d'Angleterre et des Etats-Unis.

D'ailleurs, le danger signalé par M. Wells était tellement réel et tellement frappant, on le sentait si bien dans le pays depuis si longtemps, que le Congrès de Washington décidait, vers la même date, d'aviser sans retard aux moyens de le conjurer, s'il en était temps encore. Le 26 février 1907, on lisait même à ce sujet dans le *Canada* un long article qui débutait par les titres suivants:

"LE PROBLEME DE L'IMMIGRATION

"Un million d'immigrants par an. Alarmé par l'invasion étrangère, le Congrès américain décide de convoquer une conférence internationale de l'immigration.

L'article proprement dit s'ouvrait sur ces lignes:

"ALORS QUE LE CANADA VOIT GROSSIR AVEC SATISFACTION, D'ANNEE EN ANNEE, LE NOMBRE D'IMMIGRANTS QUI VIENNENT PEUPLER SON IMMENSE TERRITOIRE, les Etats-Unis commencent à s'alarmer de l'abondance de l'immigration étrangère."

Plus loin on trouvait les détails suivants:

"Le président Roosevelt nourrit, depuis quelque temps, le projet de convoquer une conférence internationale sur l'immigration. L'amendement à la loi sur l'immigration comporte aussi, outre l'autorisation de convoquer la conférence internationale dont

l'objet est ci-dessus énoncé, une clause décrétant la constitution d'une commission de neuf membres: trois sénateurs, trois membres du Congrès, trois membres désignés par le président — chargée de faire une enquête aussi complète que possible sur toutes questions ayant trait à l'immigration.

"Dès que cette commission aura terminé son travail, le président enverra des invitations pour le congrès international aux gouvernements des puissances qui fournissent le gros de l'immigration aux Etats-Unis. Ce congrès se tiendra très probablement à Washington.

"La commission spéciale de l'immigration sera puissamment aidée dans sa tâche par le Bureau d'Immigration et le Bureau du Travail. Le premier suit l'immigrant depuis son natal jusqu'au port américain où il débarque. A ce bureau, il incombera d'établir quelles sont les conditions économiques ou politiques qui induisent les émigrants à quitter leur pays, quels moyens emploient les agents des compagnies de navigation pour recruter des émigrants, etc.

"Le Bureau du Travail, lui, suit l'émigrant depuis le moment où il débarque aux Etats-Unis. A ce bureau incombera la tâche de dire quel nombre d'immigrants demeurent dans les villes, à quels métiers ou professions ils se livrent, combien s'établissent aux champs, combien tombent à la charge de la charité publique, etc."

Cette commission se réunit, elle parcourut toute l'Europe, elle rechercha les meilleurs moyens de restreindre l'immigration et les indiqua au gouvernement, qui s'empressa de les mettre à exécution. Depuis cette époque, les Etats-Unis, loin de favoriser l'immigration, s'appliquent au contraire à en diminuer le volume le plus possible.

Or, le gouvernement du Canada, en cette même année 1907, importait CINQ FOIS plus d'immigrants, proportionnellement, que les Etats-Unis n'en avaient jamais reçu à aucune époque de leur histoire.

Et encore maintenant, malgré cet exemple, il continue à payer chaque année quelque chose comme quinze cent mille piastres pour en faire venir d'autres.

Si l'on a jamais vu plus bel exemple d'aberration, qu'on le dise!

Non, rien ne saurait excuser cette politique de suicide, cette politique de démence.

Sans autre utilité que d'enrichir les spéculateurs et les compagnies de transport qui alimentent le C. E., elle conduit la nation tout entière, Anglais comme Français, à des désastres.

Elle est en train de former chez nous un peuple d'étrangers, qui n'aura de canadien que le nom, un peuple trois fois plus nombreux que le nôtre, et dans lequel nous irons d'ici vingt-cinq ans nous engouffrer.

Et surtout elle assure définitivement la perte de l'élément canadien-français. D'ici vingt-cinq ans, grâce à cette politique, se sera consommée notre ruine irrévocable.

Dans vingt-cinq ans, ne l'oublions pas, il y aura en ce pays 25,000,000 d'habitants. Et nous serons là-dessus 3,000,000.

Aujourd'hui que nous formons le tiers de la population canadienne, que nous avons un premier-ministre et deux ministres de notre race, nous sommes obligés de nous laisser sacrifier à tout propos au nom de la conciliation. Nous formons le tiers de la population du pays et l'on nous a volé nos écoles au Manitoba, dans la Saskatchewan et dans l'Alberta, c'est à peine si nous pouvons faire respecter notre langue même dans la Province de Québec... Que sera-ce quand nous serons 3,000,000 sur 25,000,000?

Alors peut-être on commencera de comprendre, dans la Province de Québec, quelle aura été vraiment l'influence de M. Laurier sur les destinées de la race. Alors peut-être on ouvrira les yeux.

Seulement... il sera trop tard!

Jules Fournier.

Ceux de nos lecteurs qui passent l'été à la campagne ont un moyen bien simple de recevoir l'ACTION régulièrement. Ils n'ont qu'à s'abonner pour la durée de leur villégiature. Nous prendrons pendant l'été des abonnements de trois mois, à 50 centins; livraison par la malle tous les samedis matin, dans un rayon de soixante milles autour de Montréal.

S'adresser par lettre à l'ACTION, rue Saint-Denis, 323.

NOS GYMNASTES

La Société Nationale de Gymnastique enverra ses meilleurs gymnastes au Congrès de Nancy, où toutes les meilleures équipes du monde seront présentes. Le professeur Scott, directeur de l'équipe canadienne, a reçu des deux gouvernements la promesse d'une subvention. En attendant, des représentations spéciales sont organisées pour le 24 juin et le 4 juillet, dont les recettes compenseront, au moins partiellement, l'insuffisance de l'aide officielle.

CONTRE LE "SOLEIL"

Le procès de M. Fournier contre le *Soleil*, pour diffamation, se plaidera à Montréal jeudi prochain, 8 juin.

Cette cause promet de n'être pas sans intérêt. On compte d'avance, parmi les principaux témoins, plusieurs hommes politiques connus, journalistes et députés.

M. Perron défendra le *Soleil*.

M. Gustave Lamothe est l'avocat de la poursuite.

MAIS SANS DOUTE!

Ce journaliste de Hull, qui écrivait à M. Alard, au mois de mars 1909, pour lui demander "en grâce" une carotte de \$30, n'est pas le seul de son espèce.

Nous posons en fait que sur la centaine de journaux qui défendent aujourd'hui le ministère, dans la Province de Québec, il n'y en a pas deux qui ne soient à un degré quelconque dans le cas du *Spectateur*.

La seule différence de l'un à l'autre est dans la grosseur de la susdite carotte.

Le *Spectateur* reçoit sa part par miettes de \$30, on donne au *Canada* jusqu'à \$45,000 à la fois: aucun n'est oublié.

Ces gens-là trouvent que le pays est prospère.

Beau dommage!

CHOSSES D'AUTREFOIS

PINONDEL

Il y a toujours des imbéciles pour se ruiner par les journaux, comme d'autres par les théâtres, les filles et les cafés. Pinondel, rêvant une grande carrière politique, trouva le *Moderateur* qui rôdait vide à travers les rues; il y mit cinquante mille francs, moyennant quoi Ruffin, rédacteur, promit de le faire, avant deux ans, député et sous-secrétaire d'Etat. Son illusion a duré jusqu'au dernier abonné. A l'heure suprême, quand les protêts pleuvaient, quand les huissiers verbalisaient, quand Ruffin fuyait les recors, Pinondel, arpentant les bureaux, disait: Eh bien! je ne regrette pas l'argent que j'y perds... Cela m'aura servi de jalou.

Qu'il hérite, Ruffin le ressaisit et le retend.

Ce *Moderateur*, déjà fatal à tant d'actionnaires, si souvent acheté, si vite revendu, relevé tant de fois, va se ranimer encore. Depuis deux ans que la *Fraternité* est morte, son aîné, le *Journal des Industries de Rapax*, son fondateur, quelqu'un songe à recommencer le même jeu. Il s'agit de prendre la défense des intérêts matériels en les effrayant. L'homme qui monte cette affaire m'en a exposé le plan. Il est tout de feu, il va sauver la patrie. L'illustre Moutonnet, qui l'inspire, et qui tiendra la plume, est toujours sûr de faire bouillir son pot.

Louis Veillot, *Les Livres Penseurs*.

C'est aujourd'hui l'inauguration du Parc King-Edward. Pour assurer un service irréprochable, il y a maintenant six bateaux qui font la traversée du quai Racine à l'Île. Ce sont le *White Star*, l'*Impérial*, le *Rhoda*, le *Louiseville*, le *Châteauguay* et le *J.-A. Paul*. Tous ces coquets bateaux ont été remis à neuf d'un bout à l'autre et tous vous mèneront rapidement sur les rives enchantées de l'Île Grosbois. Les montagnes russes du King-Edward sont les plus grandes et les plus belles de tout le Canada. Elles ne seront inaugurées que samedi prochain, avec les autres amusements, mais en attendant il vaut tout de même la peine de faire le voyage. On prend le bateau au quai Racine, en face des usines de locomotives. Prix du passage, entrée du Parc comprise: 20 centins.

Tous les jours on voit les tribunaux condamner des laitiers qui écrèment leur lait ou y ajoutent de l'eau. Tous les jours on en voit qui apportent du lait à leurs clients dans des récipients malpropres et malodorants. Avez-vous songé un instant à ce qui attend les pauvres petits à qui ce lait est donné? Avez-vous pesé la responsabilité qui repose sur vous, mères de familles, quand vous nourrissez vos enfants de ce lait malpropre ou impure? Il est un moyen bien facile de leur épargner les dangers du lait contaminé: c'est de leur donner le lait *Laurentia*. — Qu'est-ce que le lait *Laurentia*? C'est un lait pur et sain, parfaitement homogénéisé, c'est-à-dire dont les molécules ne forment qu'un tout parfait. Ce produit s'obtient grâce à un procédé mécanique spécial, qu'il serait trop long de décrire ici dans ses complexes détails, mais qui assure la pureté, la qualité et la conservation pour ainsi dire perpétuelle du lait. Tous les corps gras qui forment la crème se trouvant à la même densité que le reste du liquide, on est ainsi protégé contre l'écumage et par conséquent le caillage du lait. Placé dans un récipient hermétiquement fermé, il se conserve pour ainsi dire indéfiniment et ne peut jamais perdre de sa saveur délicate et de sa force nutritive. Le lait *Laurentia* provient de vaches saines et régulièrement inspectées. Si le moindre indice fait à un moment douter de la qualité d'une traite, celle-ci est immédiatement rejetée; l'usine de Lacolle, où se fabrique le lait *Laurentia*, n'emploie que des produits parfaitement purs. Pour plus amples renseignements, s'adresser à la Compagnie de Produits Agricoles Saint-Laurent, 21-23 rue Saint-Pierre; téléphone: Main 4619.

LES DRAPEAUX

Donc, les soldats français auront eu, jours infâmes!
Après Brume et Desaix, après ces grandes âmes
Que nous admirons tous,
Après Turenne, après Saintraillé, après Lahire,
Poulailler leur donner des drapeaux et leur dire:
"Je suis content de vous!"

O drapeaux du passé, si beaux dans les histoires,
Drapeaux de tous nos preux et de toutes nos gloires,
Redoutés du fuyard,
Percés, troués, criblés, sans peur et sans reproche,
Vous qui dans vos lambeaux mêlez le sang de Hoche
Et le sang de Bayard,

O vieux drapeaux! sortez des tombes, des abîmes!
Sortez en foule, aillés de vos haillons sublimes,
Drapeaux éblouissants!
Comme un sinistre essaim qui sur l'horizon monte,
Sortez, venez, volez, sur toute cette honte
Accourez frémissants!

Délivrez nos soldats de ces bannières viles!
Vous qui chassez les rois, vous qui prenez les villes,
Vous en qui l'âme croit,
Vous qui passiez les monts, les gouffres et les fleuves,
Drapeaux sous qui l'on meurt, chassez ces aigles neiges,
Drapeaux sous qui l'on boit!

Que nos tristes soldats fassent la différence!
Montrez-leur ce que c'est que les drapeaux de France,
Montrez vos sacrés plis
Qui flottaient sur le Rhin, sur la Meuse et la Sambre,
Et faites, ô drapeaux, auprès du Deux-Décembre
Frissonner Austerlitz!

Victor Hugo.

Les Châtiments.

L'AVENIR DE LA RACE

Il y a près de trois cents ans, on voyait sur les bords du Saint-Laurent, des hommes venus de France que, déjà, on appelait "les Canadiens". Ils étaient braves, aventureux, intrépides et, les premiers, ils ont exploré presque toute l'Amérique septentrionale.

De nombreuses générations de soldats et de colons, fiers du nom français, ont travaillé à élever l'édifice de notre nationalité pendant ces trois siècles, chacune apportant à l'œuvre sainte le concours de son activité, l'appui de sa foi ardente. L'édifice, cimenté par le sang de héros et de martyrs, a grandi au milieu des orages, sous l'effort des éléments hostiles, rendu plus inébranlable par tous les assauts subis.

Les fondateurs de la Nouvelle-France vaincus, après un siècle et demi de lutttes, n'ont pas su, ou peut-être daigné, transmettre à leurs fils un riche héritage de biens matériels, mais ils leur ont légué le souvenir de faits d'armes glorieux, d'admirables dévouements, d'existences héroïques. Cet héritage est de ceux qui conservent et fortifient les nations. Aussi, en dépit de toutes les prédictions pessimistes, nous avons survécu à l'abandon, à l'isolement, à l'oppression. Nous avons conquis le droit de vivre et de nous développer librement sur le sol américain, et rien n'entrave plus notre légitime expansion.

Plus, peut-être, qu'aucun autre des peuples nouveaux qu'a vus naître l'ère moderne, nous possédons les conditions fondamentales essentielles pour assurer aux fils d'une même race une vie nationale distincte et durable.

Les flots de la population anglo-germano-saxonne s'amorcellent, il est vrai, autour de nous; nous ne sommes que deux millions, alors que, de l'Atlantique au Pacifique, de la Mer glaciale au golfe du Mexique, près de soixante-quinze millions d'hommes vivent dans une espèce d'homogénéité, basée sur la prédominance habituelle de la langue anglaise. Mais la Suisse française ne progresse-t-elle pas, depuis plusieurs siècles, à côté de la Suisse allemande, que borne et continue géographiquement l'empire germanique? La Hongrie n'a-t-elle pas, de même, conservé sa langue et son caractère national au milieu des éléments slaves et tudesques qui l'environnent? Il ne résulte d'aucune loi naturelle ou sociologique que la force d'attraction de tout un continent soit plus grande que celle de quelques États frontières.

Au surplus, il ne saurait être isolé au milieu des nations, le petit peuple à qui les mille voix de la renommée redissent constamment la gloire de sa mère-patrie, et qui n'a qu'à lever les yeux pour voir celle dont il tient l'être briller au sommet du monde civilisé.

Pourquoi donc l'avenir de notre peuple reste-t-il encore un problème?

Pourquoi la foi en nos destinées semble-t-elle, peu à peu, s'éteindre au cœur de plusieurs des hommes qui composent nos classes dirigeantes?

Comment se fait-il que des penseurs dégagés de tout préjugé, comme J.-B. Seely, aient pu prévoir la fin de notre nationalité et qu'ils s'attendent à nous voir disparaître dans l'œuvre d'unification de tout le continent nord-américain?

C'est que, depuis un quart de siècle surtout, des symptômes de décadence se font sentir parmi nous. C'est que l'âme canadienne-française, sortie de longues périodes de lutttes, n'a pas encore trouvé sa voie et qu'elle s'est laissé envahir par l'apathie et l'égoïsme.

Nous ne songeons plus guère à notre avenir que comme on songe au passé: c'est-à-dire avec un sentiment de douce quiétude auquel se mêlent, aux jours de fêtes nationales, quelques élans d'enthousiasme; nous ne cherchons point à le préparer. Fidèles à notre foi, à nos traditions, à nos souvenirs historiques, vaguement confiants dans la mission de la race française en Amérique, nous en sommes venus à ne plus nous demander même, quelle est cette mission.

D'une longue hérédité belliqueuse, il est resté à un grand nombre d'entre nous une conception fautive du patriotisme. Un instinct de combativité s'est perpétué qui ne sait voir dans

l'expansion active d'un peuple que la lutte contre les ennemis qui l'entraiment ou s'y opposent. Or, depuis bientôt trente ans, nous n'avons plus guère de batailles à livrer pour la revendication de nos droits. Les qualités brillantes que nos pères ont déployées pour défendre le sol de la patrie et conquérir les libertés constitutionnelles, nous n'avons presque pas songé, depuis qu'une paix absolue nous est assurée, à les utiliser dans un autre champ d'action, dans la culture des arts de la paix. Les uns, cédant à leur penchant invincible pour la lutte, se sont jetés avec ardeur dans les guerres pueriles des partis, les autres se sont ralliés au culte exclusif de Mammon. Presque tous, cependant, nous sommes restés patriotes, mais de ce patriotisme inactif et aveugle dont on meurt.

Notre nationalité résisterait à l'oppression, elle succombera par la tolérance, si nous ne nous hâtons d'ouvrir des champs nouveaux à l'activité des esprits, à l'ardeur des tempéraments.

Edmond de Nevers.

L'avenir du peuple canadien-français.

NOS MIRABEAUS

M. LAFORTUNE.—Je viens de dire à l'honorable député accusateur qu'il peut rire de son acte, mais que celui qui l'a accusé ne rie pas, depuis que cette accusation méchante a été portée contre lui. Il ne pourra jamais réparer le mal qu'il a fait à cette famille-là. Le député de Richelieu sera exonéré, je n'en ai aucun doute, mais le résultat de cette accusation méchante qu'on a colportée aux quatre coins du monde, et qui figure en grosses lettres, comme une grande réclame pour le député de Champlain, dans les journaux du pays, le résultat, dis-je, sera un mal incalculable envers le député de Richelieu, que le député de Champlain ne pourra jamais réparer envers lui et sa famille.

On dit: mais le travail se faisait à la porte voisine de Papineau. Or, le député de Richelieu qui avait demandé à Champagne et Pagé de faire ce travail, était en droit de croire, et et la réponse qu'il a eue de ces messieurs, c'est qu'ils avaient la permission de le faire. Rien de plus naturel et de plus logique; lorsque ces messieurs arrivent pour faire ce travail, c'est qu'ils ont la permission de le faire de M. Papineau...

M. PAQUET.—L'honorable député me permettra-t-il une question? A-t-il lu cette partie du témoignage où M. Papineau déclare qu'il n'avait aucune connaissance de ces travaux?

M. LAFORTUNE.—On parle de notoriété publique, des choses affreuses qui se passent à Sorel. L'honorable député de Jacques-Cartier n'a pas été très affirmatif sur ce point, mais le député de Terrebonne l'a été davantage. Il nous a dit qu'il s'y passait des abus et des fraudes. Mais nous ne sommes pas obligés de croire ces messieurs...

Du temps où ces messieurs étaient au pouvoir, les finances du pays laissaient bien à désirer, mais depuis que l'administration libérale gouverne, les millions affluent et cette année nous avons un surplus de trente millions. Jamais vous n'en avez eu autant. Ces messieurs sont encore sous le coup de l'ancienne administration. Ils se croient encore au pouvoir. Ils devraient pourtant s'apercevoir que c'est nous qui sommes au pouvoir depuis 1896, et voilà pourquoi les millions s'accumulent.

C'est donc une affirmation gratuite, mais nous ne sommes pas obligés de prendre son ipse dixit. J'aime mieux croire la preuve au dossier.

Le savant ami dit: C'est un truc. Des trucs, il n'y en a pas dans notre parti, c'est de l'école nouvelle pour nous. C'est peut-être pour le député de Jacques-Cartier quelque chose qu'il connaît bien: eh bien, qu'il en garde la patente s'il la possède.

(Extrait du dernier discours de M. D.-A. Lafortune au Parlement fédéral, voir *Hansard*.)

(Loyal avertissement)

DANGER!

NOS RÉCLAMES

Le pauvre diable faisait peine à voir. A moitié ivre, souillé de boue, les habits en haillons, il se traînait lamentablement au long des murs, la lèvre pendante, l'oeil égaré... En l'apercevant, elle faillit pousser un cri et se serra nerveusement à mon bras. Puis, soudain, pour dissimuler sa peur, elle essaya de plaisanter. — En voilà un, dit-elle, qui ne doit pas s'habiller chez Jean Hudon, 29-Ouest rue Sainte-Catherine; téléphone: Est 2905.

En l'an 36 avant Jésus-Christ, six ans avant la mort de Cléopâtre, Antoine retourna de Rome en Egypte, et y retrouva celle qu'il aimait plus que la fortune, plus que la gloire, plus que l'honneur (style sérieux). La reine d'Egypte était alors âgée de trente-trois ans, mais elle était plus séduisante que jamais, et, avant de quitter la capitale de l'Empire, Antoine lui avait envoyé mainte galère chargée de précieux présents, ce qui plus tard n'empêcha pas l'ingrate de le trahir. Elle lui fit cependant servir un festin admirable, qui coûta des sommes folles... Les mets, venus de toutes les parties du monde, étaient merveilleux, et les vignes de tous les pays avaient fourni leurs vins aromatiques, capiteux et exquis. Antoine lui-même, qui pourtant était difficile, jugea le banquet très bien. Il n'y manquait en effet que du ginger ale Frisco. Et encore faut-il dire qu'à cette époque le Frisco était inconnu, de même que Jules Durand, son inventeur.— Frisco Soda Water Co., 398 rue Saint-Dominique; téléphone: Est 2207.

Sire de Framboisie ramena sa femme dans son château de Framboisie, puis, c'est la chanson qui le dit:

Lui trancha la tête d'un bal de son fusil. L'histoire affirme aussi que Madame s'était entuie du logis, non seulement pour

Danser l'ancien dans un bal de Paris mais aussi parce que son mari, trop vieux pour elle, la maltraitait. Ainsi, il n'avait jamais voulu meubler convenablement le château de ses pères et Madame avait horreur des vieux meubles. O vous tous que le sort de Framboisie menace, vous dont les épouses pourraient quelque jour fuir un logis trop mal meublé, allez, allez, tout de suite voir Valiquette. Il vend à des prix très bas les plus beaux meubles de la ville. Vous, rossignols imprévoyants que votre fauvelte pourrait quitter pour un pinson, hâtez-vous de redorer la cage et votre fauvelte l'aimera. — N.-G. Valiquette, 477-Est rue Sainte-Catherine; téléphone: Est 4182.

Distrait, je venais de laisser tomber les rames qui traînaient au fil de l'eau, tandis que notre esquif, bercé dans le courant, s'approchait peu à peu de la grève. — Je suis, me dit Joséphine, envahie d'une sombre torpeur. — Cependant, lui dis-je, tu n'as rien mangé qui puisse te faire mal: à part huit ou dix tranches de porc frais, des choux, des patates, une tarte et quatre assiettées de crème, tu n'as presque rien pris, au dîner. — Cela n'empêche que je suis fort mal à mon aise... — Sans proférer un mot de plus, je saisis au fond de la chaloupe une petite bouteille contenant une liqueur aux reflets d'or. — Prends, lui dis-je, prends, ô Joséphine, un peu de cette reconfortante chose. C'est du Brandy Richard, le meilleur des digestifs et des toniques connus. Il est garanti par ses dépositaires, Laporte, Martin & Cie., 568 rue Saint-Paul; téléphone: Main 3766.

Comme nous ne savons pas de quelle façon passer les fêtes du Couronnement, Proserpine et moi, et comme nous ne pouvons nous payer un voyage au pays des Lords, nous sommes allés chercher un coin de la ville où nous puissions tous deux vivre tranquilles. Le logis n'a pas été difficile à trouver, mais il en a été autrement du restaurant. Par bonheur un ami nous conseilla d'aller chez un certain Bonneville, homme charmant, qui nous fit voir un bijou de restaurant récemment agrandi et considérablement augmenté. Au lieu de deux salles à manger il en a trois et toutes les décorations sont neuves. Le mobilier, de style Mission, est aussi entièrement neuf. Notre seule mission à nous étant de bien manger, nous avons dîné là et nous sommes régalez. Suivez notre exemple, allez au Café Saint-Gabriel.

Si vous pouviez me dire pourquoi elle ne veut plus voir son nom dans ces colonnes, vous me rendriez grand service, car j'ai renoncé, depuis longtemps, à comprendre les caprices féminins et la dona mobile conserve pour moi son impénétrable mystère. Ah! si j'étais riche et puissant, influent et bien placé, sans doute en serait-il autrement!... — Qui, je le crois. — C'est pourquoi, dès demain, je vais commencer à m'édifier une fortune. La chose me sera, je crois, facile. On m'a donné l'adresse d'un homme extraordinaire à qui tous les placements réussissent: je veux l'aller voir, implorer ses conseils, quémander son aide. Songez qu'il connaît tout en fait de propriétés foncières, et comme tant d'autres lui doivent la fortune, je ne vois pas pourquoi il refuserait de faire la mienne. Dès demain, je verrai J.-B.-D. Légaré, 11 rue Saint-Jacques; téléphone: Main 6629.

Non, mais j'ai bien ri l'autre soir en recevant la visite du baron de la Tournetière du Haut-Castel, jeune noble français venu au Canada en voyage d'exploration. Ayant sans doute entendu parler des quelques arpens de neige, il s'était apporté, avec des vêtements en poil de chèvre, un passe-montagne et une collection d'alpinstocks. Quand j'eus fini de rire, puis de lui expliquer que nous crevions de chaleur, il me montra dans sa valise une provision de petites bouteilles pour combattre le froid. — Au moins, lui dis-je, cette fois vous ne vous êtes pas trompé, car cela peut servir en été comme en hiver. — C'était de ce fameux Sandy Macdonald, le plus parfait et le meilleur des whiskys écossais. Vendu à Montréal par L.-A. Wilson, 87 rue Saint-Jacques; téléphone: Main 2424.

Quand j'étais enfant, j'apprenais la géographie. Arrivé au chapitre de l'Asie, le professeur — un homme très sérieux — nous parlait du Plateau de Pamir, qu'on a surnommé le Toit du Monde. Je ne sais si c'est à cause de mon caractère élevé, mais j'aurais voulu visiter ce plateau, vivre sur ce toit du globe, et y mener une vie en l'air. Hélas! je ne l'ai pu. Pamir est demeuré pour moi l'inaccessible, comme la Vérité en l'Amour. Pour me consoler, un mien ami m'offrait dernièrement un emplacement à vendre sur le Plateau Bon-Air. Je le fus visiter, ce plateau, et je me consolai de Pamir. Le Plateau Bon-Air (comme le nom d'ailleurs l'indique avec la clarté nécessaire) est le site tout indiqué à ceux-là qui cherchent le bon air de la campagne à quelques arpents de leur bureau. Prenez le tramway de la rue Amherst et rendez-vous au bout de la ligne. Là, vous trouverez un agent du Crédit-Métropolitain qui vous fera visiter les terrains. Tous les dimanches, une fanfare y joue. Or, peut-on se figurer rien de plus agréable que de se trouver un placement de tout repos au son de la musique? — Le Crédit Métropolitain, 74 rue Saint-Jacques; téléphone: Main 6455.

N.-B.—Conditions des plus accommodantes; prix modérés.

Longtemps je suis resté à ma fenêtre, où la brise du soir m'apportait avec un parfum de lilas les voluptueux accords d'une valse calme et langoureuse. Les sons venaient de loin, et je n'en saisisais parfois que des bribes; mais ils étaient si tendres, si passionnés et si doux à la fois, que je me demandais s'ils venaient bien de ce monde... Plus tard, j'ai découvert la source de cette harmonie angélique, dont j'étais séparé par la largeur du parc. C'était une pianiste qu'il ne m'a pas encore été donné de voir. Je sais pourtant qu'elle s'appelle Hortense et que son piano sort tout droit des magasins de M. Ed. Archambault. On sait que M. Archambault, en fait d'instruments de musique, vend ce qui se fait de tout à fait mieux. Il vous fournira aussi de la musique en feuilles, un phonographe et des rouleaux, etc., etc., etc. — Ed. Archambault, 312-Est rue Sainte-Catherine; téléphone: Est 1842.

J'ai fait trois fois le tour du monde

Et les dangers font mon bonheur. Ainsi chante Henri dans les *Cloches de Cornouaille*. Henri, bien souvent, n'a même jamais fait le tour de sa ville. Ce n'est pas comme moi. Sans avoir fait le tour du monde, j'ai beaucoup voyagé et, si mon parrain m'a appelé Pierre, la mousse me fait complètement défaut: j'ai vu l'Europe, les deux Amériques, l'Australasie et un coin de l'Afrique. Jamais pourtant les dangers n'ont fait mon bonheur. Ce que j'aime au contraire par-dessus tout, c'est le voyage sur mer, mollement bercé par les flots, ayant devant moi leur bleu incomparable et, dans les oreilles, leur chanson monotone, mais toujours agréable. "C'est la course au lointain horizon, c'est le large, avec sa forte houle et son grand souffle amer, c'est l'ivresse d'aller sur cette vaste mer", comme l'écrivait M. Coppée. — Par exemple, il me faut du confort: une bonne cabine, bien placée sur le pont, une vaste promenade, une compagnie agréable, des repas excellents. J'ai trouvé tout cela au cours d'une récente traversée que je fis de Bristol à Montréal. "Le ciel était très pur, la mer était fort belle", et sur notre navire la vie était un continuel rêve. Un service attentif, un personnel poli (eh! oui, pourquoi pas?), des recoins confortables, une belle bibliothèque et une salle de musique d'où sortaient des sons enchanteurs. C'était à bord du *Royal-George*, le magnifique paquebot du Canadien-Nord. — Retenez dès aujourd'hui votre cabine au siège de la Compagnie, bureaux de la Banque Impériale; téléphone: Main 6570.

Blanche prit sa cuiller, qu'elle porta délicatement à ses lèvres avec la fraise qu'elle contenait. Elle fit glisser dans sa bouche le fruit succulent, ferma à demi les yeux, puis écrasa doucement la fraise succulente. — Vraiment, fit-elle rouge de plaisir, ces fraises sont exquisées!... Un monsieur, qui se trouvait non loin de nous et qui cherchait à engager la conversation avec nous, bien que n'ayant d'yeux que pour Blanche, nous dit: — Cela n'est pas surprenant: ce sont les fraises de Ledermann, le fameux horticulteur de Rougemont. Or, vous savez que Ledermann a la réputation de cultiver les meilleurs fraisiers, framboisiers et gadeliers de la province. Ecrivez-lui, il vous en enverra des plants au prix très modique de \$3 et \$4 le cent (frais de transport à la charge de l'acheteur).

L'Action est publiée à Montréal par Jules Fournier, tous les samedis. Adresse pour la police: rue Saint-Denis, 323.

LE PROCES TARTE-FOURNIER

C'était jeudi l'ouverture du terme de juin, aux assises.

Le directeur de l'Action, dès dix heures du matin, se présentait devant le tribunal pour répondre, une fois de plus, à l'accusation de libelle portée contre lui par M. Louis-Joseph Tarte.

Mais ni M. Louis-Joseph Tarte ni son avocat n'étaient là...

En vain M. Fournier passa-t-il au Palais le plus clair de la journée.

Il entendit appeler tour à tour les noms d'une cinquantaine de personnes accusées de méfaits divers: vol, faux, meurtre, etc. Mais pas la moindre accusation de libelle... Jeudi soir le grand jury était libéré sans seulement avoir été saisi de l'affaire Tarte-Fournier.

Et le directeur de l'Action s'en revenait tranquillement chez lui. — Allons, encore quelques mois de liberté!...

POURQUOI?

On lit dans le Soleil (numéro du 29 mai), à propos du prochain voyage de M. Borden dans l'Ouest:

"La question qui se pose est donc celle-ci: les gens de l'Ouest sont-ils gens à se laisser prendre à cette manoeuvre assez grossière?"

"C'est peu probable: les associations de fermiers (sic) qui, l'année dernière, lors du voyage de Sir Wilfrid, lui ont posé leur ultimatum, se proposent de recommencer avec M. Borden."

Tiens, tiens, mais c'était donc vrai, que ces associations avaient posé un ultimatum à M. Laurier!

Mais alors pourquoi le Soleil a-t-il tant tardé à le reconnaître?

Pourquoi prétendait-il le contraire, l'an dernier?

Pourquoi M. d'Hellencourt a-t-il si longtemps menti, là-dessus?

M. Lemieux dans Rouville

Ainsi que nous l'annonçons dans une autre colonne, M. Brodeur, dès son retour d'Europe, donnera sa démission, M. Rodolphe Lemieux deviendra ministre de la marine et se portera candidat dans Rouville.

La chose est si bien décidée que M. Lemieux a déjà commencé à préparer son élection dans ce comté.

Il y a quelque temps, M. Robert, député à Québec, se rendait à Ottawa, à la tête d'une petite délégation, pour assurer d'avance l'honorable ministre de l'appui des libéraux rouvillois. Il fut convenu, comme de raison, que l'affaire resterait secrète jusqu'à ce que M. Brodeur annonçât officiellement sa démission, mais il en transpira tout de même assez pour permettre à l'Action de se renseigner...

Depuis, M. Robert eut avec M. Lemieux, au sujet de la prochaine élection de Rouville, plusieurs entrevues.

Mercredi, 31 mai, il venait une fois de plus à Montréal rencontrer son futur candidat, qui l'avait mandé spécialement pour arrêter avec lui certains détails d'organisation.

Il ne put le voir ce jour-là, M. Lemieux ayant à la dernière minute manqué à son rendez-vous. Mais avant de partir pour son comté, M. Robert rencontra ici des amis ministériels et il leur faisait part de ses espoirs:

"Nous sommes absolument certains, disaient-ils, de remporter Rouville malgré tous les efforts de l'opposition. D'abord nos gens sont foncièrement rouges; et puis, on peut bien le dire, il n'y a pas un comté de la Province, en ces derniers temps, qui ait été aussi bien traité par le gouvernement. Nous avons su arranger notre affaire... Seulement depuis quelques mois, les gens de Rouville ont reçu des faveurs à eux seuls autant que dix autres comtés mis ensemble: \$1,500 pour le pont Yule, \$1,800 pour le pont Magenta, crédits votés pour l'abaissement des côtes sur le Richelieu, etc., etc... Chaque paroisse a reçu sa part: Marieville, L'Ange-Gardien, Saint-Césaire... A Saint-Césaire, le syndicat pour l'industrie du tabac vient tout justement de toucher une subvention de \$2,000 que lui accorde le ministère de l'agriculture; de plus le gouvernement garantit pour \$48,000 d'obligations de la même entreprise... Vous avez par là une idée de la situation. Je vous le répète, il n'y a pas une paroisse que l'on ait négligée: Lemieux sera élu dans Rouville par 500 malgré tous les Bourrassas du monde."

Ainsi raisonnait M. Robert...

Seulement le peuple est quelquefois un animal bien curieux. Avec lui, on ne sait jamais!

M. Robert et M. Lemieux aussi feront bien d'être confiants, mais pas à l'excès. De la confiance, n'en faut sans doute, mais pas trop n'en faut!

LA DERNIERE NOUVELLE

NOUS N'AURONS PAS D'ELECTIONS GENERALES CETTE ANNEE

Ottawa, 2 juin.

Nous n'aurons pas d'élections générales cette année. C'est du moins la grande probabilité...

Telle est l'information, de source absolument sérieuse, que l'Action est en état de communiquer aujourd'hui à ses lecteurs.

En revanche, les ministériels se proposent de nous offrir, comme dédommagement, quelques élections partielles à l'automne, dont trois — au moins — dans la Province de Québec.

Ces trois élections auront lieu dans Rouville, dans la Beauce et dans Gaspé — voici comment:

Immédiatement après son retour d'Europe, M. Brodeur démissionnera... enfin! M. Lemieux prendra alors le portefeuille de la marine et résignera son mandat de Gaspé pour se porter candidat dans Rouville.

M. Béland, devenu ministre des postes, demandera à ses fidèles Beaucerons de le réélire.

Et l'un des frères de M. Rodolphe Lemieux — peut-être le shérif, peut-être M. Auguste Lemieux d'Ottawa — ira recueillir dans la Gaspésie la succession de l'actuel ministre des postes...

C'est ainsi que le peuple de la Province de Québec sera tout d'abord appelé à se prononcer sur les deux questions de la marine et de la réciprocité.

D'avance, sa réponse ne fait aucun doute aux yeux des ministériels; et il semble bien qu'ils aient raison...

Dans la Beauce, M. Béland jouit d'une po-

pularité personnelle qui à elle seule lui assurerait la victoire.

Dans Gaspé, le résultat, pour bien des raisons, n'est pas moins certain.

Enfin, ainsi que nous l'exposons ailleurs, il y a quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent pour que Rouville, de même, reste fidèle au ministère.

L'opposition pourra bien sans doute, si le coeur lui en dit, y recommencer contre la marine la lutte de Drummond, mais avec un succès tout différent.

Fort de ces trois victoires, le ministère attendra ensuite en 1912 pour donner le signal de la grande lutte.

Pour le moment, les journaux ministériels vont continuer d'annoncer que les élections générales sont imminentes, qu'elles auront lieu au plus tard à l'automne...

Les ministres, de leur côté, convoquent précipitamment des assemblées et font mine de se préparer comme pour un engagement très prochain.

Tout cela pour affoler les conservateurs et leur faire jeter leur poudre aux moineaux...

On peut nous en croire — l'Action est bien informée: les ministériels, à l'heure qu'il est, sont décidés à ne donner la bataille qu'en 1912.

Hormis de complications nouvelles très importantes, ils se contenteront pour maintenant de quelques élections partielles.

Nous n'aurons pas d'élections générales cette année.

Pierre Beaudry.

IL Y EN A ET IL N'Y EN A PAS!

On trouve dans les documents sessionnels de la Province de Québec (1910-No 94) les deux lettres suivantes:

5603/09. "LE SPECTATEUR" Hull, P.Q., 1er avril 1909.

Hon. M. Allard, Ministre des Terres et Forêts, Québec.

Mon cher Ministre, Je crois que c'est le bon temps de vous solliciter un acompte, sinon toute la faveur que je vous ai demandée l'autre jour pour mon journal, lequel me coûte beaucoup d'argent et de travail.

Je trouve, dans la "Gazette Officielle", un avis de votre département concernant des forces hydrauliques. Je trouve également l'avis de cette vente dans le journal "Le Temps", d'Ottawa, que je suppose avoir été autorisé pour le publier. En conséquence, je vous demande en grâce de bien vouloir m'autoriser à publier cet avis dans mon journal, cinq fois, c'est-à-dire, jusqu'au 6 mai prochain.

Vous ne sauriez croire l'immense service que vous me rendriez en faisant cela.

Avec l'espoir d'une réponse favorable par le prochain courrier, je suis, Bien à vous, (Signé) E.-E. CINQ-MARS.

3/5/10. Québec, 2 avril 1909.

M. M.-E. Cinq-Mars, Propriétaire "Le Spectateur", Hull, P.Q.

Cher Monsieur, En réponse à votre lettre, datée d'hier, me demandant l'autorisation de publier dans le "Spectateur", l'annonce de l'affermage de certains pouvoirs d'eau, je dois vous dire que vu la longueur de cette annonce et la dépense assez considérable qu'elle entraîne, j'avais limité le nombre des journaux à être autorisés à la publier. Cependant comme votre journal paraît dans le district où se trouve les pouvoirs d'eau en question, je

vous autorise à publier cette annonce trois fois à raison de \$10.00 chacune.

Votre tout dévoué, (Signé) JULES ALLARD.

3/5/10. J. G.

Lorsqu'on demande à nos ministres d'encourager l'agriculture, de construire des routes pour les colons, d'augmenter le traitement des institutrices, ils ont une réponse invariable: Nous n'avons pas d'argent.

Mais lorsqu'il s'agit d'accorder à un gazetier ministériel une carotte, ils ont de l'argent!

Le Spectateur est un tout petit journal, qui tire à peine un millier d'exemplaires, que personne ne lit: tout ce qu'il peut faire, c'est d'accrocher un \$30 par-ci, un \$50 par-là.

Plus répandu, comptant plus d'influence, il obtiendrait plus. Quotidien comme le Canada, il pourrait prétendre lui aussi à son \$45,000.

Il y a ainsi dans la Province de Québec cinquante feuilles petites et grosses qui émarginent au budget, sous tous les prétextes, les unes pour quelques centaines de piastres par année, les autres pour plusieurs millions.

L'on n'a qu'à ouvrir les Comptes publics pour voir combien cette espèce particulière de dilapidation coûte chaque année au trésor provincial.

C'est avec cet argent — volé aux colons et aux petites maitresses d'écoles — qu'est entretenue la presse ministérielle de chez nous. C'est avec cet argent que l'on paie pour faire emplir le bon peuple.

De l'argent pour les petites maitresses d'écoles, il n'y en a pas!

Mais de l'argent pour les journaux de la crèche, il y en a!

L'AFFAIRE FOURNIER

Sous ce titre:

L'AFFAIRE FOURNIER,

et ce sous-titre:

Contre l'attente générale, elle ne figure pas sur le rôle des assises,

on lisait dans le Canada d'hier:

"L'affaire Fournier — 'La Patrie' ne figure pas sur le rôle. M. Jules Fournier s'est présenté hier à la cour, pensant voir sa cause appelée. Mais ayant demandé à Mre Walsh si le ministère public allait procéder, le substitut du procureur-général lui répondit: 'Si l'avocat du plaignant ne procède pas, le ministère public ne procédera pas.'"

"La cause serait donc renvoyée au prochain terme."

Le Soleil continue d'accumuler les conjonctions.

M. d'Hellencourt fera bien de retourner à son Bossuet.

Il y a aussi un auteur que nous nous permettrons, en passant, de recommander au confrère.

C'est un nommé Larousse, qui écrit naïvement un livre curieux, intitulé: Petit dictionnaire à l'usage des écoles primaires.

M. d'Hellencourt trouvera là-dedans une foule de choses qui le surprendront peut-être. Mais comme il aime le nouveau, ça lui fera plaisir.

Nous vivons tout de même dans un pays bien étrange.

Le Courrier de... (petite ville qui n'est pas à cent lieues de Montréal), publiait dans son dernier numéro, sous ce titre plutôt énigmatique:

Les chiens vicieux et no! maire! un article bref, mais plein de choses. Le voici dans son entier:

Chacun sait depuis longtemps que certains chiens de la ville aboient quand l'Angelus sonne. C'est vraiment agaçant.

On constate depuis quelque temps l'apparition d'un nouveau mal, et c'est no! maire qui en est frappé.

Chaque dimanche, à huit heures précises, il hurle dans la rue, comme un déchainé.

Est-il malade? Nul ne le sait.

Avis à la police.

Un maire qui hurle dans la rue — comme un déchainé — chaque dimanche soir — à huit heures précises...

Non, mais qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire?

D'OU VENAIENT LES \$69,000?

Quand M. Foster, voilà de cela quelques années à peine, comparut devant la fameuse commission des assurances, on le força d'expliquer sou par sou les différents articles de son livre de banque; et l'on eût raison.

En ce temps-là les journaux ministériels soutenaient avec une énergie de fer qu'un homme public doit compte au public de ses moindres affaires d'argent; qu'il n'y a pas de "profits" quelconques qu'il ne doive être prêt à avouer en tout temps.

Pourquoi aujourd'hui les mêmes gazettes se révoltent-elles parce que l'on demande à M. Oliver d'expliquer la provenance des \$69,000?

Pourquoi ce qui était bon à leurs yeux dans le cas de M. Foster ne serait-il pas bon également dans le cas de M. Oliver?

Un homme qui aspire aux honneurs, qui recherche les charges de confiance, les hautes situations, doit accepter comme la rançon de ces avantages les obligations et les ennuis qui en sont les corollaires. Autrement, il n'a qu'une chose à faire: c'est de rester dans la vie privée — ou d'y rentrer.

Le public demande, et il a droit de savoir, d'où viennent ces \$69,000?

M. Oliver prétend qu'il ne les a pas reçus du Canadien-Nord. C'est possible.

Mais alors où les a-t-il pris?

Encore une fois, d'où venait cet argent?

Discours de Ministre

(D'après Jacques Ferny)

Messieurs, grâce au gouvernement Dont nous jouissons à l'heure actuelle, Le pays vit dans l'enchantement D'une félicité perpétuelle. Au-dedans, point d'agitations; Le gâchis simplement, rien autre. A l'extérieur, quoi? des nations, Messieurs, étrangers à la nôtre! Enfin, chose extraordinaire! — A quoi c'est la tient-il? J'n'en sais rien — Nous ne sommes pas même en guerre! Tout va bien, messieurs, tout va bien!

Tout va bien! Le gouvernement, Messieurs, fait marcher le commerce, Lequel, pour se mettre en mouvement, N'attendait que lui, sans controverser! Oui, malgré les cris astucieux Des commerçants conservateurs, Les affaires, en somme, messieurs, Les affaires... sont les affaires. Nous avons la crise, sans doute, Mais après tout, ell' se maintient Solidement, la crise! et, somm' toute, On peut l'affirmer, ell' va bien!

Tout va bien! Le gouvernement S'intéresse à l'agriculture: Les blés s'ront coupés dans queuq'temps, Et l'avoine aussi, c'est bien sûr! L'org' n'est pas laid, le seigle est beau, La température printanière; Il tombe moins souvent de l'eau, Qu'il n'en tombait l'année dernière, Le cochon n'a pas mauvais mine, Le prix d'la volaille se soutient, Et quant à l'espèce bovine, Elle engraisse, donc elle va bien!

Tout va bien! Le gouvernement, Vous a promis avec largesse Des réformes. Eh bien! réell' ment, Lorsqu'il vous a fait cett' promesse, Il avait l'intention d'la tenir. Il l'a même encore à cette heure. Il la gardera comm' souv'nir Précieusement jusqu'à ce qu'il meure! Parfois, avec inquiétude, Vous vous dites: "Mais qu'est-c'que d'vient Cett' loi qu'on a mise à l'étude?" Calmez-vous, messieurs, elle va bien!

Tout va bien! Le gouvernement, Soucieux de diminuer vos charges, Les accroît progressivement Dans les proportions les plus larges. Des titulaires de ces impôts La joie, d'ailleurs, est évidente; Ils vont, clamant à tout propos: "L'impôt va très bien, il... augmente!" Que dis-je? Mais on en rencontre Et journallement je n'sais combien Auxquels il reste encore leur montre!... Et quelquefois même, elle va bien!

Tout va bien! Le gouvernement Est composé de gens intégrés, Qui ne trou' jamais leur traitement Ni leurs frais d'voyag's assez maigres! Un autre fait — trop rare, hélas! Par le temps qui court, les honore... On est allé voir en prison, Eh bien! ils n'y sont pas encore!... Et puis, d'ailleurs, quand, pour un' cause Quelconque, il arrive que rien Ne va, c'est encor' la même chose! Tout va bien, messieurs, tout va bien!